

COUP D'OEIL DE L'OBSERVATOIRE

En collaboration avec:



Chaire de leadership en enseignement
Roméo Dallaire sur les conflits civils
et la paix durable



ACTIVISME ET DONNÉES NUMÉRIQUES : UNE NOUVELLE FAÇON D'ARCHIVER



Image libre de droits



AUTEUR : LINA AL-KHATIB

Ce Coup d'oeil est rédigé par une de nos membres, Lina Al-Khatib, étudiante à la maîtrise en science politique à l'Université de Montréal. Lina s'intéresse aux relations internationales, à la gouvernance mondiale et aux droits humains. Son parcours en recherche et en coopération internationale lui a permis de développer une approche critique des politiques globales et de leurs effets sur les sociétés civiles.

En 2013, des militants syriens uploadaient des vidéos de bombardements sur YouTube quelques heures après les frappes. En 2020, la vidéo de l'arrestation de George Floyd circulait sur les réseaux sociaux avant même que la presse ne soit informée.

Dans ce contexte, les publications en ligne ne relèvent plus seulement de la communication militante. Elles deviennent des éléments de preuve, participant à la documentation des violations des droits humains et à la construction d'une mémoire collective des injustices.

Cet article explore comment les réseaux sociaux et les outils open source transforment la documentation des droits humains. En rendant possible l'accumulation massive de traces et de témoignages, ces plateformes numériques contribuent à la construction d'archives militantes capables d'alimenter des recours juridiques, des campagnes de sensibilisation et des revendications politiques. Mais cette révolution archivistique s'accompagne de fragilités structurelles qui méritent d'être examinées.

Des réseaux sociaux à la production de preuves

Pendant longtemps, l'engagement en ligne a été disqualifié sous le terme de « slacktivism », associé à des formes d'activisme jugées superficielles. Cette lecture est aujourd'hui nuancée. Les réseaux sociaux produisent à la fois des formes d'engagement minimal et des mobilisations structurées (Smith, Krishna, et Al-Sinan, 2019).

Au-delà de la mobilisation, ces plateformes jouent un rôle central dans la production de mémoire.

Elles remplissent le rôle traditionnel des archives dans le sens qu'elles constituent à la fois un espace de documentation, un réservoir de contenus et un lieu où se construisent des récits collectifs autour des luttes (Cammaerts, 2015). Les traces produites en ligne permettent ainsi de rendre visibles des violations des droits humains qui, autrement, resteraient difficilement documentables.

Cette dynamique s'inscrit dans ce que la littérature désigne comme des « archives vivantes » : des archives évolutives, ancrées dans leur contexte, produites en temps réel et ouvertes à la participation (Chidgey, 2020). Les réseaux sociaux contribuent activement au dynamisme de ces archives avec leur instantanéité. L'archivage numérique élargit ainsi considérablement le champ des preuves disponibles pour les mobilisations, que ce soit dans l'espace public ou dans des cadres juridiques (Gregory, 2019; Steinberg, 2016).

Les pratiques d'auto-médiatisation des militants permettent un contrôle du narratif politique sans précédent. Plus encore, l'empreinte numérique laissée par les activistes permet de dépasser le rôle traditionnel des archives, longtemps associées à des instruments de domination et de contrôle. Délivrées de leur ancrage institutionnel, ces archives se transforment en espaces d'émancipation, fondés sur la mise en commun active des savoirs et des expériences (Pell, 2015).

Des preuves fragiles : les limites des plateformes

Cette capacité à produire des preuves s'accompagne toutefois de fragilités importantes. Ces plateformes de mémoire restent hébergées sur des sites appartenant à des entreprises privées, comme Facebook, YouTube ou Twitter, qui n'ont aucune obligation de préserver les archives émergentes issues des mobilisations sociales (Chidgey, 2020). Au sein de ces plateformes, la viabilité à long terme et la conservation des contenus publiés ne bénéficient d'aucune garantie.

Par ailleurs, l'ambition initiale des réseaux sociaux comme outils de « sousveillance » (surveillance exercée « par le bas » sur les détenteurs du pouvoir) a progressivement laissé place à des formes de surveillance généralisée. L'émergence de ce que Freedom House qualifie d'« autoritarisme numérique » illustre ce basculement, où la participation en ligne peut elle-même devenir un vecteur de contrôle et de censure (Gregory, 2019).

Les réseaux sociaux apparaissent ainsi comme des espaces ambivalents : à la fois outils de documentation et infrastructures précaires, exposés à la censure, à la surveillance et à l'effacement.

L'open source : vers des archives alternatives

Face à ces limites, les outils open source jouent un rôle croissant dans la transformation des traces numériques en archives durables.



Image libre de droits



Image libre de droits

L'activisme des données s'inscrit dans une forme de professionnalisation du militantisme, reposant sur des infrastructures de données permettant de collecter, analyser et diffuser des informations au service des mobilisations (Gutiérrez, 2022). Ces outils permettent de structurer, vérifier et rendre intelligibles des données issues des réseaux sociaux.

Ils participent ainsi à l'émergence d'une approche « bottom-up » de la documentation des droits humains, dans laquelle les outils de production et de diffusion de l'information sont conçus par et pour les activistes (Kaufman et David, 2021).

Le but principal de cet activisme de données demeure de rendre l'information la plus intelligible possible, tout en développant des plateformes de stockage accessibles et adaptées à des publics non spécialisés. Les pratiques de visualisation, notamment la cartographie, illustrent cette vision (Milan, 2017).

La popularité croissante de l'open data, combinée à la multiplication des sources de données disponibles, a favorisé le développement d'une grande variété de ces plateformes. Actuellement, elles tentent de s'imposer comme des référents, en produisant des données perçues comme plus fiables que celles des agences nationales de statistique dans le cadre de l'action civile (Puusaar et al., 2018).

À considérer : enjeux éthiques et techniques

Ces outils ne constituent toutefois pas une solution idéale. Leur développement exige des ressources, du temps et des compétences spécifiques. La démocratisation de l'open source repose largement sur l'existence d'« interprètes de données », capables de transformer des données brutes en informations utilisables (Puusaar et al., 2018).

Le reste des « archivistes-activistes » (Aylward, 2023), sans formation en sciences de l'archivage et disposant de niveaux variables de littératie numérique, se conforte dans la confusion que génère des outils en constante évolution.

Ces pratiques soulèvent aussi d'importants enjeux éthiques. L'utilisation de données ouvertes peut faciliter des dérives, comme le doxing, exposant les individus à des risques de harcèlement ou de mise en danger (Puyvelde et Rienzi, 2025).

L'encadrement de ces pratiques devient donc essentiel pour éviter que la documentation ne produise elle-même des formes de préjudice. Parmi les solutions envisagées, on retrouve la promotion de normes visant à guider les pratiques de documentation numérique et la définition de standards pour un usage responsable

Conclusion

La documentation numérique des violations des droits humains redéfinit profondément les formes contemporaines d'engagement. Loin d'être opposées, la preuve et la lutte apparaissent désormais comme deux dimensions complémentaires d'un même processus.

Cependant, cette transformation s'inscrit dans un environnement numérique marqué par des tensions : entre visibilité et surveillance, accessibilité et complexité, production de preuves et difficulté de leur préservation.

À l'ère du numérique, archiver devient un acte politique. La question n'est plus seulement de rendre visibles les violations des droits humains, mais de garantir que ces traces puissent être conservées, mobilisées et produire des effets durables. Entre réseaux sociaux et outils open source, l'archive s'impose ainsi comme un terrain central (et profondément disputé) des luttes contemporaines.

Aylward, Bethany. 2023. « Capturing social movements: Web archiving needs of activist collections in 'The North' ».

Cammaerts, Bart. 2015. « Social Media and Activism ». Dans The International Encyclopedia of Digital Communication and Society. Sous la direction de Peng Hwa Ang et Robin Mansell, 1^{er} éd., 1-8. Wiley. <https://doi.org/10.1002/9781118767771.wbiedcs083>

Chidgey, Red. 2020. « How to Curate a 'Living Archive': The Restlessness of Activist Time and Labour ». Dans Social Movements, Cultural Memory and Digital Media: Mobilising Mediated Remembrance. Sous la direction de Samuel Merrill, Emily Keightley, et Priska Daphi, 225-48. Cham : Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/978-3-030-32827-6_9.

Gregory, Sam. 2019. « Cameras Everywhere Revisited: How Digital Technologies and Social Media Aid and Inhibit Human Rights Documentation and Advocacy ». Journal of Human Rights Practice 11 (août) : 1-20. <https://doi.org/10.1093/jhuman/huz022>

Gutiérrez, Miren. 2022. « Documenting the Invisible: How Data Activism Fills Visual Gaps ». Papeles de Identidad. Contar la investigación de frontera, septembre, 271-271. <https://doi.org/10.1387/pceic.23117>.

Kaufman, Sara, et Theodore David. 2021. « Int'l Humanitarian Law Section I ». International Enforcement Law Reporter 37 (8) : 287-92.

Milan, S. 2017. « Data activism as the new frontier of media activism ». <https://doi.org/10.4324/9781315393940-13>.

Pell, Susan. 2015. « Radicalizing the Politics of the Archive: An Ethnographic Reading of an Activist Archive ». Archivaria, novembre, 33-57.

Puussaar, Aare, Ian G. Johnson, Kyle Montague, Philip James, et Peter Wright. 2018. « Making Open Data Work for Civic Advocacy ». Proc. ACM Hum.-Comput. Interact. 2 (CSCW) : 143:1-143:20. <https://doi.org/10.1145/3274412>.

Puyvelde, Damien Van, et Fernando Tabárez Rienzi. 2025. « The rise of open-source intelligence ». European Journal of International Security 10 (4) : 530-44. <https://doi.org/10.1017/eis.2024.61>.

Smith, Brian G., Arunima Krishna, et Reham Al-Sinan. 2019. « Beyond Slacktivism: Examining the Entanglement between Social Media Engagement, Empowerment, and Participation in Activism ». International Journal of Strategic Communication 13 (3) : 182-96. <https://doi.org/10.1080/1553118X.2019.1621870>.

Steinberg, Stacey B. 2016. « #Advocacy: Social Media Activism's Power to Transform Law ». Kentucky Law Journal 105 (3) : 413-52.